

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 décembre 2022.

On doit combattre notre ennemi sur tous les fronts ou plans à la fois, ne rien laisser passer, ne rien lui concéder, le harceler, montrer que dans tous les domaines il n'a que de mauvaises intentions envers les peuples, personne ne doit avoir la moindre illusion sur la nature du régime en place qui a pris une tournure fascisante, totalitaire.

Aussi faut-il démasquer et combattre également les faux amis, les opportunistes qui ont pris en otage le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, ce sont les pires car ils véhiculent des illusions mortelles dans le régime, ils sapent tous nos efforts que nous entreprenons pour aider les masses à rompre avec le capitalisme et renouer avec le socialisme.

Cependant, il arrive parfois que nous soyons obligés de leur faire des concessions à la marge et de les ménager, sans pour autant cesser de pilonner le tyran Macron et l'oligarchie financière anglo-saxonne. Nous ne choisissons pas les conditions dans lesquelles nous menons la lutte de classe, elles nous sont imposées ou nous devons faire avec sans nous compromettre.

Quelques données sur leurs instruments de propagande idéologique et psychologique.

- Les 6 grands médias actuels sont : la presse, la télévision et le cinéma, l'affichage, la radio, l'internet.

Le cinéma a toujours été considéré comme l'un des médias les plus puissants en terme de mémorisation, c'est d'ailleurs l'une des premières choses que l'on apprend en école de communication. Sur Google.

J-C - Je me demande comment on peut encore s'étonner de l'état actuel désastreux de la société, car une simple observation aurait suffi à comprendre que ces outils de communication, tant par leur contenu que le public qu'il visait, étaient tous orientés politiquement dans la même direction, et s'ils avaient quelque chose à voir avec les aspirations des masses, c'était pour mieux les combattre ou accroître leur subordination au capitalisme.

La société du spectacle comme certains avaient nommé cette entreprise, était uniquement une opération de propagande politique. La démasquer ou la dénoncer ne devait servir à rien, si dans le même temps on ne proposait pas une issue politique pour y mettre un terme ainsi qu'au capitalisme, puisque son réel mobil était d'assurer sa pérennité.

Les réseaux sociaux utilisés pour accéder à l'information en France - 25 mai 2021

Pour comprendre comment les français s'informent, c'est-à-dire avec quels moyens (supports, appareils), il faut en fait considérer 2 grands groupes : les jeunes et les moins jeunes. Ainsi, le

Baromètre annuel Kantar Public Onepoint pour La Croix (1) révèle de grandes disparités chez les moins de 35 ans et les plus de 35 ans.

Si l'ensemble des Français continuent d'accéder prioritairement à l'information par la télévision (46%) et internet (34%), on observe une rupture nette :

- Les plus de 35 ans s'informent majoritairement via la télévision (53%) puis par internet (23%) et la radio (17%).

- Chez les moins de 35 ans, la tendance est inversée : ils s'informent d'abord par internet (66%), principalement avec le smartphone, puis par la télévision (seulement 26%). La presse écrite est très minoritaire (1%).

Et plus le public est jeune, plus la tendance de l'internet majoritaire est marquée : chez les 18-24 ans, internet est utilisé à 75% pour accéder à l'information, la TV tombe à 18% (1).

Une étude Viavoice soulevait dès 2019 que 28% des 18-24 ans font davantage confiance à une information relayée sur les réseaux sociaux qu'à ce qu'ils trouvent dans les médias, tandis que 47 % de ces 18-24 ans pensent également que *"avec les réseaux sociaux, il est de moins en moins nécessaire de consulter directement les sites de médias en ligne"*.

Aussi, il est assez logique de voir que dans ce contexte, pour les 18-30 ans, les réseaux sociaux ont davantage de *"pouvoir"* (en termes d'influence) que les médias pour l'information : En effet, ils sont 67% à penser que les réseaux sociaux ont plus de pouvoir que les médias (33%) sur la façon dont les citoyens sont informés.

<https://blog.digimind.com/fr/agences/les-reseaux-sociaux-utilises-pour-acceder-a-l-information-en-france>

Sondage exclusif : comment les jeunes s'informent-ils ? - 15 Novembre 2010

Alors que les lycéens sont plutôt adeptes de la télévision (44 % la choisissent en priorité pour s'informer, 30 % optant pour Internet et 15 % pour la presse écrite), les étudiants préfèrent nettement le Web : 45 % y ont recours pour s'informer, contre 25 % pour la télé, qui arrive devant la presse écrite (20 %).

Comment les Français s'informent-ils sur Internet ? - Analyse des comportements d'information et de désinformation en ligne. - Une étude de la Fondation Descartes — Mars 2021

- 3 % du temps total passé en ligne par les participants à notre étude l'a été sur des sources d'information.

Si 17 % des participants à notre étude n'ont consulté aucune source d'information sur Internet en 30 jours, ils sont 5 % à en avoir consulté durant plus de dix heures au total.

Plus les participants ont passé de temps à s'informer en ligne durant les 30 jours de l'étude, plus le nombre de sources d'information différentes qu'ils ont consultées est important.

Les sources d'information les plus consultées par les participants au cours des 30 jours de l'étude sont des sources de la presse papier régionale. Les sources d'information dédiées à l'actualité sportive arrivent en seconde position du temps consacré par les participants à s'informer en ligne.

Les sources en ligne de la presse papier nationale arrivent en troisième position de ce classement. Quant aux agrégateurs de médias, ils arrivent en quatrième position, suivis par les autres sources d'information généralistes.

Nous avons ainsi pu constater (Selon un algorithme de la société Storyzy et Les Décodeurs du journal Le Monde, tout un programme ! - J-C) que 39 % des participants ont consulté des sources d'information jugées non fiables au cours des 30 jours de l'étude. Ces participants y ont passé en moyenne 11 % de leur temps quotidien d'information sur Internet, soit 0,4 % de leur temps total de connexion. Sur l'ensemble des participants, le temps passé sur des sources d'information jugées non fiables représente 5 % du temps total d'information en ligne, soit 0,16 % du temps total de connexion à Internet.

https://www.fondationdescartes.org/wp-content/uploads/2021/03/Etude_Information_Internet_FondationDescartes_2021.pdf

J-C - La Fondation Descartes est une officine spécialisée dans le fact-checking, autrement dit la fabrique du consentement des masses à l'idéologie diffusée depuis le Forum économique mondial, ou le combat contre la vérité, leur ennemi, et décrédibiliser ceux qui la diffusent leurs cibles.

Cette fondation s'est spécialisée dans les techniques de manipulation des esprits, dont il est question plus loin. Ses préoccupations telles qu'elles figurent dans la page d'accueil de son blog se passent de commentaire :

- Colloque 2022 - Le dérèglement climatique : perception, information et désinformation
- Guerre en Ukraine : face à la propagande de Poutine, ne jouez pas à la roulette Russe
- Désinformation, fact-checking et démocratie : interview de Laurent Cordonier
- Les infox de l'Histoire : le podcast de la Fondation Descartes
- Revivez le colloque "*Désordres informationnels: Nouvelles menaces, nouvelles réponses*"

La corruption médiatique - Réseau International 4 décembre 2022

J-C - Cet article est intéressant et je vous conseille de le lire, par exemple quand il aborde l'heuristique de disponibilité ou la notion de cascade de disponibilités. Cependant – c'était inévitable, l'auteur se ridiculise ou se discrédite en évoquant l'ex-Yougoslavie "*totalitaire*" qui avait rompu avec Staline, ou quand il estime que "*dans leur position noble et essentielle de contre-pouvoir, les journalistes avaient à jouer le rôle de garde-fous et de protecteurs de notre ordre social ainsi que de nos droits et libertés*" au cours de la dictature sanitaire qui n'est pas terminée, colportant ainsi des illusions criminelles dans les médias aux ordres, ce qui est inexcusable et intolérable.

Sans doute tenait-il à compenser un discours un peu trop radical ou compromettant pour que les médias le ménagent, précaution dérisoire selon moi. C'est un anthropologue, il ne faut pas trop lui en demander, ne soyons pas sectaire à outrance.

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/la-corruption-mediatique/>

Le saviez-vous

195 biais cognitifs à connaître

Parmi eux :

8. Le biais de disponibilité

Le biais de disponibilité ou l'heuristique de disponibilité correspond à la tendance à surestimer la valeur des informations immédiates sous prétexte qu'elles sont encore fraîchement inscrites dans la mémoire.

J-C - On aura tendance à considérer qu'une info toute fraîche est vraie sans même prendre la peine de la vérifier.

9. La cascade de disponibilité

Un mécanisme d'auto persuasion qui fait en sorte qu'une croyance collective obtienne de plus en plus de plausibilité grâce à la répétition constante et croissante au sein d'une discussion publique.

J-C - Tous les médias répètent en boucle qu'on risque tous de mourir du covid-19, on se voit déjà mourir, et du coup on adoptera les mesures qu'on nous propose ou impose pour sauver notre peau. D'où la censure obligatoire de tous ceux qui affirment que c'est faux et leur diabolisation.

Pour lire les 193 autres « *biais cognitifs* » :

<https://amadium.com/biais-cognitifs/>

La chasse aux sorcières du ministère de la Vérité prend une tournure encore plus totalitaire en France.

J-C - S'il est faux de prétendre que "la pluralité de l'information peut prévenir la guerre", en revanche l'information non manipulée est indispensable pour interpréter la situation et ensuite agir. S'il ne faut jamais compter sur les médias grand public pour être correctement informé, cependant il faut admettre qu'ils demeurent plébiscités par l'immense majorité de la population tous médias officiels confondus.

Quant aux rares médias qui osent encore défier l'inquisition ambiante, ils leur réservent un traitement spécial. Il se trouve qu'ils sont malheureusement de droite parce que le mouvement ouvrier a déserté le combat politique contre le régime, alors aussi paradoxal que cela puisse paraître nous défendons le droit de *FranceSoir* à exister pour avoir publié au cours de ces dernières années des articles qui dénonçaient les diverses mystifications initiées par le Forum économique mondial, et fourni ainsi de précieuses informations et témoignages pour les combattre, sans qu'on ait besoin de partager l'orientation politique de ce média ou sans qu'on exige qu'il partage la nôtre, ce qui serait ridicule dans les deux cas.

Décision de la CPPAP de retirer son agrément à FranceSoir : la réponse de Xavier Azalbert, directeur de la publication - FranceSoir 02 décembre 2022

C'est par voie de presse le 30 novembre 2022 que la rédaction de FranceSoir a appris la décision du ministère de la Culture de ne pas renouveler l'agrément CPPAP du journal, et plus particulièrement son certificat d'Information Politique et Générale (IPG). Selon la Commission paritaire des publications et agences de presse, FranceSoir présenterait un « *un défaut d'intérêt général* » et nos contenus publiés à propos de la crise du Covid-19 porteraient « *atteinte à la protection de la santé publique* ».

Le 22 juillet 2022, soit trois mois avant l'expiration de son certificat prévue au 30 septembre 2022, la CPPAP confirmait la bonne réception du dossier de renouvellement de notre certificat IPG. Le 30 septembre 2022, nous étions toujours sans nouvelle d'une quelconque décision. Le 30 novembre, l'annonce tombe, sans que la société n'ait reçu aucun courrier officiel ni même aucune signification de cette décision.

Notons que la position de la CPPAP s'inscrit en contradiction avec celle adoptée en mars 2021 : à la suite d'un audit anticipé de notre agrément sur demande, en février 2021, de la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, l'organisme chargé de reconnaître la validité des titres de presse avait alors jugé que notre journal remplissait tous les critères d'admission. Il soulignait notamment que FranceSoir présentait « *des informations, des analyses et des commentaires [...] susceptibles d'éclairer le jugement des citoyens* », comme le veut l'article 2 du décret du 29 octobre 2009 qui fixe ces critères d'admission.

Cette réunion de la CPPAP en plénière s'est tenue près de deux semaines après la publication d'un documentaire à charge de France info ("*Complément d'enquête*" du 17 novembre) contre le Pr Didier Raoult, mais aussi FranceSoir ainsi que son directeur Xavier Azalbert, et deux jours après la publication de l'enquête de FranceSoir sur le scandale Fact & Furious. Cette investigation menée sur plusieurs mois a révélé des compromissions et collusions au sein de la communauté d'opinion des fact-checkers, dans laquelle Antoine Daoust, fondateur du site Fact & Furious, a joué un rôle pivot. Selon le témoignage de son ex-épouse, Fact & Furious, dont les publications étaient régulièrement reprises par des médias mainstream, visait principalement à discréditer par ses articles le Pr Raoult, Idriss Aberkane, Xavier Azalbert et le Pr Christian Perronne. Pourtant, bien qu'il ne détenait aucune formation journalistique, M. Daoust, ex-militaire et barman retiré, a pu obtenir en mai 2021 pour son site un agrément de la part de ce même ministère de la Culture qui lui refusera une bourse au mois de novembre 2021. Le motif : il ne détenait justement « *pas de formation journalistique pour le fact-checking* ».

L'accusation de la CPPAP selon laquelle nous mettrions en danger la santé publique interpellée par sa mauvaise foi. Accusé d'avoir dénigré les « *politiques de santé publique* » mises en place durant la crise du Covid-19 par le gouvernement, Christian Perronne a été entièrement blanchi par la

chambre disciplinaire de première instance d'Île-de-France de l'Ordre des médecins le 22 octobre 2022. Elle est allée jusqu'à juger qu'en sa qualité d'infectiologue internationalement reconnu, le médecin avait « *l'obligation de s'exprimer dans le domaine qui relève de sa compétence* » durant la crise du Covid-19. Si le Pr Perronne était donc lié par un devoir de parole, il en découle logiquement qu'il relève du droit et du devoir de FranceSoir de donner la parole à cet universitaire. Aussi, la CPPAP n'aura pu ignorer cette décision de la CDOM qui met à mal l'argumentaire selon lequel publier des contenus qui s'alignent avec les analyses de cet éminent expert, dont la justesse s'est avérée dans le temps, porte atteinte à la protection de la santé publique. Blanchir le messenger et condamner son support démontre une incohérence certaine.

Plus largement, cette décision soulève également un problème de fond plus grave : l'attaque contre le pluralisme de la presse, censé être protégé par le ministère de la Culture. La quasi-totalité de la presse française, mais aussi les GAFAM, sont engagés dans une croisade de censure contre ce journal qui décidément les obsède. En septembre 2021, le géant américain Google avait coupé l'accès de notre site à son réseau publicitaire, nous privant d'une partie de nos revenus. Quelques mois plus tôt, Google nous déréférençait de son service Google Actualités et censurait notre chaîne YouTube. Ils veulent nous faire taire.

Parmi les plus combattus, notre journal est aussi l'un des journaux français les moins soutenus. Contrairement au reste de la presse, notre journal ne bénéficie d'aucune subvention d'État. Mais c'est ce qui fait aussi notre force : indépendant de tout intérêt, FranceSoir est exclusivement financé par ses lecteurs qui nous soutiennent par des dons défiscalisés. C'est grâce à nos lecteurs que notre liberté est assurée et que nous pouvons remplir notre mission de quête de vérité. Il va donc sans dire que les conséquences de cette décision de la CPPAP seront éminemment nocives pour notre journal, puisqu'elle entraîne notamment la perte d'une exonération fiscale sur les dons.

Cette décision politique a été saluée par certains médias ; elle démontre ainsi que loin est le temps où les organes de presse se posaient en garant de la défense du pluralisme des opinions, dont la confrontation par le débat est pourtant une des conditions nécessaires à la recherche de la vérité. Désormais, seul prime l'invisibilisation des faits qui remettent en cause le discours officiel, dont la trame principale est le mensonge.

Naturellement, FranceSoir a décidé de faire appel de cette décision.

Sélection de commentaires d'internautes

1 - C'est la mise en cause de l'AFP dans l'affaire "*Fact & furious*" qui a provoqué cette attaque-censure parce que mouiller l'AFP, c'est toucher le contrôle du pouvoir médiatique. L'AFP est visiblement une institution militante et non pas une institution neutre vis à vis du pouvoir donc c'est toucher à la crédibilité du pouvoir, c'est provoquer une vérification journalistique des dépêches de l'AFP ce qu'ils ne veulent surtout pas.

C'est un haut fait d'arme que de prendre l'AFP avec la main dans le sac en train de faire du blanchiment d'information pour soutenir la politique sanitaire concernant le Covid, ça fâche le pouvoir mais les faits sont les faits, les journalistes ne peuvent pas croire l'AFP sur dépêche car elle n'est pas neutre.

2 - Le droit de dire et d'écrire ce que nous pensons est le droit de tout homme libre, et priver le citoyen de ce droit c'est exercer la tyrannie la plus odieuse.

FS dérange et dans le totalitarisme toute voix qui éclaire, qui dénonce, qui critique, qui s'exprime, qui enquête, qui publie, qui éveille, qui informe, qui révèle, qui dévoile, qui écrit au nom de la Liberté et la Vérité doit être anéanti, supprimer, calomnier, condamner.

C'est ça le visage et la réalité du totalitarisme.

Nous y sommes !

3 - Soutien total ;

Quelque part cette curieuse annonce de retrait d'agrément, qui n'a pas encore été délivrée par voie officielle est exactement la preuve du bienfondé des reproches faits par France Soir à l'organisation actuelle de l'information en France. Cette décision, si elle s'avère confirmée est la preuve de la corruption d'un système qui a totalement oublié son rôle de "*mission d'information*" et qui préfère interdire plutôt que d'informer.

A une époque où l'on veut nous imposer un "*ministère de la Vérité*" avec les assises imposées par Mme Sonia Backès, il est d'autant plus important de pouvoir avoir accès à des opinions divergentes, de laisser se faire des débats démocratiques , autant sur le plan politique ou économique que sur le plan sanitaire , car aucune de ces matières ne sont des sciences exactes . C'est le seul moyen d'empêcher l'instauration d'un régime totalitaire qui est très nettement en train de se profiler dans notre pays.

Alors si nous voulons protéger notre liberté d'expression, notre démocratie, le futur de nos descendants, nos libertés et les leurs, continuons à soutenir ces médias qui osent avoir une expression et des idées non conformes à la doxa gouvernementale et médiatique en vigueur.

Merci à France Soir et à Xavier.

4 - À partir du moment où nous n'avons plus de presse libre, tout peut arriver. Ce qui permet à une dictature totalitaire ou à toute autre dictature de régner, c'est que les gens ne sont pas informés ; comment pouvez-vous avoir une opinion si vous n'êtes pas informé ? Si tout le monde vous ment en permanence, la conséquence n'est pas que vous croyez les mensonges, mais plutôt que personne ne croit plus rien. Et un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut plus se décider. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir, mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez alors faire ce que vous voulez.

5 - Ils font la chasse à tous ceux qui ont dénoncé tous leurs mensonges.

Ils font la chasse à ceux qui montrent et exposent les discours d'avant, puis les discours d'aujourd'hui.

Ils font la chasse à tous ceux qui ont osé tenter de voir ce qu'il y avait derrière.

Les sujets les plus sensibles sont :

-> Les casseroles et crimes de la majorité

-> La politique dite "*sanitaire covid*"

-> La guerre en Ukraine

Les conséquences des choix politiques aujourd'hui ont bien plus d'impact qu'il y a 10 ans. Aujourd'hui, davantage de gens meurent en France, les gens ont froid, les gens ont faim.

Face à une crise inédite, il leur est important de préparer leur politique sans être "dérangés" par les fouineurs. Les français ne doivent pas savoir, ne doivent pas comprendre. Nous devons subir dans le silence et l'incompréhension.

6 - Discours simple, digne, percutant.

Mon soutien était jusqu'alors occasionnel. Je viens de le programmer récurrent à 10e/mois. J'espère être suivi par des milliers de lecteurs. Et s'ils ne sont pas assez nombreux. Je doublerai mon soutien.

Le Diplo puis Mediapart m'ayant déçu, je considère FranceSoir comme le seul et unique média indépendant et honnête.

Continuez, Xavier et vos courageux collègues, et votre audience sera rapidement multipliée par dix.

En complément.

#TwitterFiles : Elon Musk publie des mails internes explosifs de l'entreprise, l'affaire « Hunter Biden » refait surface - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Le journaliste indépendant Matt Taibbi fait des révélations inédites que lui a généreusement données Elon Musk : « *Ce que vous êtes sur le point de lire est le premier volet d'une série, fondée sur des milliers de documents internes obtenus par des sources chez Twitter. Les "Twitter Files" racontent l'histoire de l'intérieur de l'une des plateformes de médias sociaux les plus importantes et les plus influentes du monde. Il s'agit d'un récit à la Frankenstein d'un mécanisme construit par l'homme qui a échappé au contrôle de son concepteur.* »

Pour lire l'article :

<https://lemediaen442.fr/twitterfiles-elon-musk-publie-des-mails-internes-explosifs-de-lentreprise-laffaire-hunter-biden-refait-surface/>

Suite 2 - La grande illusion orchestrée par l'ONU elle-même continue.

J-C – Une double supercherie, parce qu'Israël ne tiendra pas compte de cette résolution et il ne permettra jamais la création d'un Etat palestinien souverain. Ne pas le préciser relève de la désinformation.

L'ONU vote en faveur de la commémoration de la Nakba - Réseau International 3 décembre 2022

Pour la première fois, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution qui permet l'organisation d'une session de haut niveau pour commémorer le 75ème anniversaire de la Nakba.

La résolution de l'ONU appelle à une « *commémoration du 75ème anniversaire de la Nakba* », notamment en organisant un événement de haut niveau dans la salle de l'Assemblée générale » en mai 2023. Elle préconise également la « *diffusion d'archives et de témoignages pertinents* ».

La résolution a reçu 90 voix pour, tandis que 30 pays ont voté contre, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada et la Suède, en plus des États-Unis et d'Israël. 47 pays se sont abstenus de voter.

Il convient de noter que la Mission palestinienne auprès de l'Organisation des Nations unies et le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ont déjà organisé des cérémonies pour commémorer la Nakba dans la salle de l'Assemblée générale, mais c'est la première fois que l'événement sera tenu sur la base d'un mandat de l'Assemblée générale elle-même.

Le représentant palestinien aux Nations unies, Riyad Mansour, a appelé la communauté internationale à soutenir l'adhésion à part entière de la Palestine à l'organisation internationale pour sauver la solution à deux États avant de déclarer : « *Lors d'une session ordinaire de l'Assemblée générale sur la question palestinienne – la communauté internationale doit prendre des mesures décisives maintenant et reconnaître l'État palestinien aux frontières de 1967, avec Qods-Est comme capitale, sans plus tarder.* »

La Nakba (catastrophe en français) est un terme qui symbolise l'expulsion forcée massive en 1948 de plus de 750 000 Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres. Le mouvement sioniste, soutenue par la Grande-Bretagne, a pris le contrôle de la plus grande partie de la Palestine par la force des armes et à annoncer la création du régime factice d'Israël. Réseau International 3 décembre 2022

Quand l'ONU entend relancer son régime de terreur pour 0,0001% de décès dans le monde « *dus* » au Covid-19.

Covid-19 : 90% de la population mondiale présente une forme d'immunité - Paris Match 3 décembre 2022

Au moins 90 % de la population mondiale présente une forme d'immunité contre le Covid-19, a déclaré vendredi le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) Tedros Adhanom Ghebreyesus, tout en mettant en garde contre la baisse de vigilance.

Le chef de l'OMS a mis en garde contre la tentation d'affirmer prématurément que la phase émergente de la pandémie est terminée. "*Nous n'en sommes pas encore là*", a-t-il souligné.

"*Des lacunes dans la surveillance, les tests, le séquençage et la vaccination continuent à créer les conditions idéales pour l'émergence d'un nouveau variant préoccupant qui pourrait causer une mortalité significative*", a-t-il prévenu.

Selon M. Tedros, plus de 500 sous-variants d'Omicron circulent actuellement, tous très contagieux et présentant des mutations les rendant capables de vaincre plus facilement les barrières immunitaires, bien qu'ils causent des formes moins sévères de la maladie que les variants précédents.

Un total de 6,6 millions de décès ont été rapportés par les pays à l'OMS, tandis que près de 640 millions de cas confirmés ont été enregistrés.

Mais le bilan réel est bien plus lourd, selon l'OMS.

Au cours de la semaine dernière, plus de 8.500 décès dus au Covid-19 ont été enregistrés, "*ce qui n'est pas acceptable après trois ans de pandémie, alors que nous disposons de si nombreux outils pour prévenir les infections et sauver des vies*", a souligné M. Tedros. Paris Match 3 décembre 2022

J-C- Ce qui est « *inacceptable* », c'est que 0,0001% de décès dans le monde justifie encore des mesures qui relèvent de la terreur politique. C'est ainsi qu'ils se discréditent eux-mêmes ou plus personne ne les écoute, donc tous les Etats ont toutes les peines du monde à poursuivre leur programme. Bravo M. Tedros, continuez, vous et les vôtres on vous aura à l'usure !

Allemagne. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde. « Autopsie » d'un massacre.

Patient décédé suite aux injections à ARNm - Réseau International 3 décembre 2022

Soudain, la télévision mainstream allemande parle « *autopsie* » par Mendelssohn Moses.

Dans le journal *Vaccines* (octobre 2022), le médecin légiste Michael Mörz a publié les résultats de l'autopsie qu'il a conduite à Dresde¹, sur un patient atteint de Parkinson, et mort suite à la 3ème injection des « *vaccins* » à ARNm dits « *anti-Covid* ».

Le patient, Monsieur B. Rosin, était alors âgé de 76 ans ; les autorités de l'hôpital où il est mort avaient refusé l'autopsie – ils ont écrit noir sur blanc que c'était non souhaité alors que la famille n'avait pas été consultée. Aux frais de l'épouse et des enfants, qui avaient des doutes sur la cause de décès, le Dr. Mörz a alors autopsié le patient, et a découvert des foyers infectieux dans le cerveau avec destruction des cellules, une myocardite, et une inflammation du système vasculaire. Le médecin légiste est certain de la présence dans ces tissus de la protéine Spike (présence non due à SARS-COV-2), et du rôle de la « *vaccination* » comme, au minimum, un facteur majeur contribuant au décès.

En raison du refus de l'Institut de pathologie local (Institut Georg Schmorl) de donner des interviews à la presse, le Dr. Mörz est allé personnellement aux studios de télévision allemande Mitteldeutscher Rundfunk (MDR)², et a expliqué ce qu'il a vu. Deux autres pathologistes allemands réputés ont également accepté de parler à MDR, pour insister sur l'absolue nécessité de conduire des autopsies sur les personnes mortes suite à ces « *vaccins* ». Quant aux responsables du Paul-Ehrlich Institut, l'agence allemande en théorie responsable de la surveillance des produits médicamenteux, elles ne voient aucun signal d'alerte qui devrait pousser à autopsier, en dépit de nombreux avertissements de médecins légistes tels les Docteurs Burkhardt, Schirmacher etc.

Sur YouTube, en 3 jours le vidéo du Dr. Mörz sur la chaîne MDR atteint près de 700 000 vues, sans parler des spectateurs en direct et en différé sur la chaîne³.

1 - <https://www.mdpi.com/2076-393X/10/10/1651>

2 - <https://www.youtube.com/watch?v=jxD9OHKbvXo>

3 - Voir aussi :

- <https://www.youtube.com/watch?v=QNhfILpDyg4>
- <https://exxpress.at/kritische-aerzte-fordern-mehr-obduktionen-fuer-mehr-gewissheit>
- <https://www.wochenblick.at/10-punkte-plan-zum-corona-ausstieg-so-wollen-bhakdi-co-den-pandemie-wahnsinn-beenden>

Ils osent tout. Encore une monstrueuse épidémie inventée. Quand est-ce qu'on les « abat » ?

J-C – Souvenez-vous qu'ils veulent nous obliger à ne plus manger de viande, pas même du poulet. Avant-hier ils avaient réhabilité les œufs, sauf qu'au même moment ils jettent leur dévolu sur les poules pondeuses. Ils ne vantaient pas pour des prunes le régime alimentaire végétalien excluant tous les aliments qui proviennent du règne végétal, donc y compris les œufs.

Le véganisme s'inscrivait dans la même logique. On est en présence de dangereux extrémistes, ce qu'on n'a semble-t-il pas encore intégré, hélas !

Parfois on se frotte les yeux, on se dit que ce n'est pas vrai, on rêve, ils ne vont pas nous imposer un truc pareil, c'est une information à la con... Mais non, ils sont très sérieux, ils en sont capables, en tout cas ils se démènent pour y arriver, la preuve.

Les États-Unis subissent la pire vague de grippe aviaire de leur histoire - Courrier International 2 décembre 2022

« *Les États-Unis traversent une crise aviaire sans précédent, avec un virus de la grippe très contagieux, qui a déjà décimé 52,7 millions de volailles* », rapporte la National Public Radio (NPR). Le réseau public de radiodiffusion décrit une épizootie ayant frappé 46 États donnant lieu à « *l'épidémie de grippe aviaire la plus meurtrière de l'histoire des États-Unis* ».

Démarrée en février avec la détection des premiers cas du virus H5N1, cette vague est plus importante que celle enregistrée en 2014-2015, qui avait causé la mort de 50 millions de volailles. Surtout, le titre remarque que « *l'épidémie actuelle a duré tout l'été et a repris de plus belle* », contrairement à la précédente, qui n'avait duré que le temps de l'hiver. « *J'espère que cette situation ne va pas se reproduire chaque année* », déclare pour la NPR Richard Webby, virologue et directeur du centre de recherche sur les pathologies aviaires de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Autre différence majeure par rapport aux précédentes flambées, la transmission semble être l'œuvre d'oiseaux sauvages et non de contacts entre animaux de différents élevages.

Également interrogée par le titre, la professeure à l'université d'État d'Oklahoma Amy Hagerman précise que les volailles pondeuses semblent plus touchées que celles destinées à la consommation. Si les approvisionnements alimentaires ne sont pas directement menacés, « *le prix des œufs aux États-Unis risque de flamber, même s'il n'y a que quelques élevages qui doivent envoyer leurs poules à l'abattoir* ». La maladie peut avoir des conséquences catastrophiques, surtout dans les grands complexes généralement forts de plus de 1 million de poules pondeuses.

Dans ce contexte, difficile d'envisager d'autres solutions que l'abattage. La vaccination apparaît comme une entreprise des plus compliquées : deux doses à administrer en fonction du moment de la ponte et le difficile traçage de l'épidémie. Courrier International 2 décembre 2022

France. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde tout le temps. Macron carbonisé.

Yves Bréchet accuse Macron : “L’abandon du programme Astrid restera comme un modèle de stupidité ou de cynisme” - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

M. Yves Bréchet, ancien haut-commissaire à l'Énergie atomique et membre de l'Académie, était auditionné le 29 novembre 2022 à la Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France.

Lors de son intervention, l’auteur de plus de 600 publications et coauteur de nombreux rapports d’expertise n’a pas mâché ses mots pour accuser le président Macron d’avoir abandonné le programme Astrid : « *L’électricité générée par le nucléaire est essentiellement décarbonée dans une optique de lutte contre le réchauffement climatique. Il est absurde de dépenser des milliards pour décarboner une électricité déjà décarbonée. [...] cette filière à neutrons rapides où la France a été pionnière, vient d’être abandonnée en 2018 par une décision à courte vue qui restera dans l’histoire comme un modèle de stupidité ou de cynisme.* »

« *L’État français peine à assumer ce qui est un atout, qui lui donne une électricité à 90 % décarbonée. Il vient de prendre en 2020, une décision lourde de conséquences en abandonnant la filière à neutrons rapides. Au moment même où de grands États impliqués dans le nucléaire comme la Russie ou la Chine, et maintenant les États-Unis, accélèrent leur développement, cette décision, faisant suite à une série de renoncements concernant le parc électronucléaire, est emblématique de la disparition de l’État stratège en matière énergétique et de la transition d’un État stratège vers un État bavard. Elle est aussi révélatrice d’une désinformation continue concernant cette filière. Désinformation acceptée par l’État quand elle n’est pas organisée par lui. Plusieurs points demandent à être fermement réaffirmés concernant l’énergie nucléaire.*

L’électricité générée par le nucléaire est essentiellement décarbonée dans une optique de lutte contre le réchauffement climatique. Il est absurde de dépenser des milliards pour décarboner une électricité déjà décarbonée. Le démantèlement des centrales est une technologie maîtrisée, mais elle ne créera pas des emplois à la mesure de ceux que la fermeture des centrales à supprimer. Le fonctionnement des centrales est sûr et la létalité de l’énergie nucléaire est faible devant celle des autres sources d’électricité, en particulier de toutes les sources fossiles. La gestion des déchets est garantie par la technologie de vitrification couplée au coût de stockage géologique profond. Deux technologies sur lesquelles la France a une avance reconnue. La question des ressources en uranium est résolue par la technologie des neutrons rapides et de la fermeture du cycle, qui permettent à la fois d’utiliser de l’uranium appauvri et de maintenir le bilan au plutonium. Et enfin, cette filière à neutrons rapides où la France a été pionnière, vient d’être abandonnée en 2018 par une décision à courte vue qui restera dans l’histoire comme un modèle de stupidité ou de cynisme. »
lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Etats-Unis. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde tout le temps. En phase de « dé-transition ».

L’ancien transgenre de la Navy SEAL, Chris Beck, annonce sa dé-transition et dénonce la propagande sur les enfants - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

L’ancien militaire de l’US Navy SEAL Chris Beck avait attiré l’attention du public après son coming-out de femme trans — en tant que Kristin Beck — dans une interview avec Anderson Cooper sur CNN en 2013. Or, dans une interview du jeudi 1er décembre 2022, avec le

commentateur politique Robby Starbuck, il a annoncé, qu'il opérait une « *dé-transition* », afin de redevenir un homme.

Il a pris cette décision après avoir réalisé qu'il était « *endoctriné* » et « *utilisé* » par beaucoup de gens, a rapporté la Daily Caller News Foundation. Au cours de la conversation de deux heures, Beck a expliqué que les médias l'utilisaient pour promouvoir l'idéologie transgenre et a mis en garde les dangers de la transition contre des enfants. « *Vous avez tous les médias, les psychologues, tout le monde veut convertir ces enfants en transgenres.* »

Selon l'ancien de la Navy SEAL, qui a servi vingt ans dans des équipes d'opérations spéciales, sa transition a été due à un psychologue qui lui avait affirmé qu'il était transgenre après une seule séance d'une heure. Cette même psychologue, Anne Speckhard, a ensuite manipulé Chris Beck pour qu'il coécrive un livre : « *J'ai été exploité. J'ai fait de la propagande. J'ai été utilisé par beaucoup de gens qui savaient bien au-delà de moi qu'ils savaient ce qu'ils faisaient.* »

Beck a déclaré qu'à mi-chemin de l'écriture de Warrior Princess avec Speckhard, il avait ressenti des doutes et demandé qu'il ne soit pas publié. Le livre coécrit aurait été publié sans sa permission. Après la publication, il a été submergé par l'attention des médias. Anderson Cooper de CNN l'a interviewé sur son parcours de transition. Beck affirme à présent que le média l'a « *utilisé* » et « *a détruit sa vie* ».

L'ancien de la Navy SEAL a expliqué que s'exprimer contre le mouvement transgenre, qu'il a qualifié de « *secte* » à plusieurs reprises tout au long de l'interview, mènerait à son exclusion : « *S'ils pensent que leur récit est si sacré que vous ne pouvez même pas le contester, dès que vous dites quelque chose, vous êtes éliminé. Vous êtes excommunié. Vous êtes un nazi.* »

L'homme de 56 ans a expliqué les dangers de « *l'acceptation automatique* », des enfants auto-diagnostiqués transgenres par les professionnels de la santé. Il a ajouté que les médecins devraient exiger « *un nombre minimum de séances* » avant d'autoriser les enfants à subir un traitement hormonal ou des chirurgies mutilant le sexe qui changeront leur vie. « *Il y a beaucoup de complications avec ces chirurgies. Et c'est une partie dont ils ne parlent pas vraiment. [...] Je ne veux pas que cela continue, et je ne veux pas que ces enfants souffrent* », a déclaré Beck. lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Dossier guerre de l'OTANazie contre la Russie

Citoyens russes comparés à des «cafards» et des «rats» sur LCI : un journaliste assume puis nuance - RT 2 décembre 2022

Durant la diffusion en direct de l'émission Brunet, Hammett & Cie du 29 novembre, une confusion s'est installée sur le plateau de LCI face à une succession d'appels à la haine contre la société russe, émanant de l'intervenante Alla Poedie, Ukrainienne arrivée en France dans les années 1990. RT 2 décembre 2022

Interview de Marianna Vychemirskaya – Il n’y a pas eu de frappe aérienne à la maternité n°3 de Marioupol - Réseau International 3 décembre 2022

Marianna Vychemirskaya, la fameuse jeune femme dont la photographie a été utilisée pour illustrer une prétendue frappe aérienne russe sur la maternité n°3 de Marioupol a donné une longue interview au journaliste Johnny Miller de Press TV. Avec son autorisation j’ai traduit en français cette interview, où Marianna explique ce qui s’est réellement passé le 9 mars 2022.

Cette interview est intéressante à plus d’un titre. Tout d’abord, Marianna confirme dans cette entrevue ce qu’elle a dit lors de la première interview qu’elle a accordée une fois arrivée à Donetsk, fin mars 2022, à savoir qu’il n’y a pas eu de frappe aérienne russe sur la maternité n°3 de Marioupol où elle se trouvait. Il y a eu une explosion à l’extérieur du bâtiment, qui a soufflé les vitres et les murs en placo-plâtre, mais aucun bruit d’avion ni avant, ni après.

Elle confirme aussi que les soldats ukrainiens s’étaient installés dans l’hôpital où se trouvait la maternité, transformant de fait le bâtiment en cible militaire. Son témoignage est confirmé par deux autres témoignages, celui de Nikolai, filmé après son évacuation de la ville, et une autre jeune femme, Viktoria, interviewée à Marioupol même (voir vidéo ci-dessous).

Pour lire l’article en entier et voir les photos :

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/12/03/interview-de-marianna-vychemirskaya-il-ny-a-pas-eu-de-frappe-aerienne-a-la-maternite-n3-de-marioupol/?utm_campaign=shareaholic&utm_medium=email_this&utm_source=email